

Projet de stabilisation de l'AVS (AVS 21) et impact sur le 2<sup>e</sup> pilier

# Durcissement ou assouplissement?

Le projet AVS 21 inclut également des dispositions relatives à la prévoyance professionnelle, telles que les règles applicables à la perception échelonnée des prestations de retraite en cas de retraite partielle. Ces règles relèvent actuellement de la pratique des autorités fiscales sur recommandation de la Conférence Suisse des impôts. Cette pratique sera-t-elle scellée dans le marbre telle quelle, assouplie voire durcie par le législateur?

EN BREF

L'art. 13a al. 2 de l'avant-projet LPP prévoit que lorsque la prestation de vieillesse est versée sous forme de capital, le nombre de retraits est limité à trois. Cette limitation ne poursuit pas un objectif de prévoyance mais un objectif fiscal.

Le projet AVS 21 maintient la possibilité de planifier sa retraite entre 58 et 70 ans et autorise une transition «en douceur» de la vie active à la retraite en admettant le principe d'une retraite partielle ancrée dans l'art. 13a de l'avant-projet<sup>1</sup> de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité (LPP). Cet article dispose que l'institution de prévoyance doit prévoir des prestations de vieillesse sous forme de rente en trois étapes au moins quel que soit le taux d'occupation. Le premier retrait partiel doit représenter au moins 20% de la prestation de vieillesse. Par ces dispositions minimales, le législateur veut protéger les institutions de prévoyance (contraintes administratives) qui peuvent, si elles le souhaitent, aller au-delà et prévoir davantage d'étapes et un premier versement inférieur à 20%.

Les règles relatives à la retraite partielle relevant actuellement de la pratique sont d'ores et déjà largement acceptées par les autorités fiscales qui s'appuient sur les recommandations de la Conférence Suisse des impôts.<sup>2</sup> Lorsque la prestation est versée sous forme de rente et donc imposable avec les autres revenus, la question d'un abus sur le plan fiscal ne se pose guère. La situation est en revanche différente dans l'hypothèse du versement

échelonné de la prestation de retraite sous forme de capital.

## Prestations sous forme de capital

L'art. 13a al. 2 de l'avant-projet LPP (AP-LPP) prévoit que lorsque la prestation de vieillesse est versée sous forme de capital, le nombre de retraits est limité à trois. Cette limitation ne poursuit pas un objectif de prévoyance mais un objectif fiscal. Elle réduit la possibilité pour les assurés bénéficiant de plans de prévoyance généraux d'échelonner le versement de leurs prestations sur plusieurs années fiscales de manière à casser la progression du taux d'imposition privilégié<sup>3</sup> applicable aux prestations en capital de la prévoyance professionnelle.

Le législateur précise que cette limitation s'applique même si l'employeur est affilié auprès de plusieurs institutions de prévoyance, ce qui est obligatoirement le cas si l'employeur offre un plan enveloppant et un plan cadre donnant la possibilité à la personne assurée de choisir son allocation stratégique (plans dits «1e», dénommé selon l'art. 1e d'une ordonnance d'application de la LPP, i.e. l'OPP2). Il en va de même si une personne change d'institution<sup>4</sup> de prévoyance après avoir perçu une ou deux

### Isabelle Amschwand

lic. iur.,  
ASTIA SA, fondatrice  
Présidente de la FCT  
et FCT 1e  
(fondations collectives)



### Bertrand Tille

lic. iur. LLM en droit  
européen, Administration  
cantonale des impôts  
(Vaud), Président  
du groupe de travail  
Prévoyance et impôts, CSI



<sup>1</sup> Message relatif à la stabilisation de l'AVS (AVS 21) du 28 août 2019 – 19.050.

<sup>2</sup> Prévoyance et impôts. Cas d'application A. 1.3.8, Conférence Suisse des impôts aux éditions Cosmos, ISBN 2-8296-0028-2.

<sup>3</sup> Art. 38 de la Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (LFD, RS 642.11) et 11 al. 3 de la Loi fédérale du 14 décembre 1990 d'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID, RS 642.14).

<sup>4</sup> L'art. 8 de la Loi fédérale sur le libre passage sera complété dans ce sens.

prestations en capital pour la retraite. Ainsi, l'institution de prévoyance devra en cas de demande de versement partiel sous forme de capital d'une prestation pour départ à la retraite partielle s'assurer d'une part que la personne assurée n'est pas affiliée auprès d'une autre caisse de pension auprès de laquelle aurait déjà déposé une demande et, d'autre part, qu'elle n'a pas obtenu de telles prestations d'une institution de prévoyance antérieure.

Le législateur veut offrir aux institutions de prévoyance une protection administrative en leur évitant de devoir accepter une retraite progressive trop échelonnée lors de versement de la prestation sous forme de rente. Il en résultera cependant un surcroît de travail administratif pour les institutions de prévoyance en cas de versement partiel de la prestation de retraite sous forme de capital, quel que soit son nombre. Le législateur a ainsi adopté, pour ce qui concerne l'art. 13a AP-LPP une vision plutôt «fiscale» de la prévoyance.

#### **Impact sur la pratique fiscale actuelle**

La Conférence suisse des impôts préconise actuellement un maximum de deux prestations sous forme de capital uniquement. L'acceptation du projet viendrait donc assouplir cette pratique. Sachant cependant que certaines autorités fiscales acceptent d'ores et déjà trois versements sous forme de capital – la majorité des administrations fiscales cantonales se ralliant aux recommandations de la Conférence suisse des impôts –,

cette disposition devrait «passer la rampe» au niveau des Chambres fédérales. Par ailleurs, les autorités fiscales saluent la vision consolidée du législateur au niveau de la «personne assurée», bien que cette vision génère un surcroît de travaux administratifs, de coûts et de responsabilités pour les institutions de prévoyance.

#### **Rachat des personnes ayant perçu une prestation**

L'art. 79b al. 2 de l'avant-projet LPP délègue la compétence au Conseil fédéral de régler le rachat des personnes qui perçoivent ou ont perçu la totalité ou une partie de leur prestation de la prévoyance professionnelle. Ces personnes peuvent ultérieurement décider de reprendre une activité lucrative et être à nouveau affiliées à une institution de prévoyance, d'augmenter leur activité après une retraite partielle ou de voir leurs revenus ou salaires augmenter avant l'âge de référence. Le législateur précise que la lacune de prévoyance doit alors être calculée en prenant en considération les prestations d'ores et déjà versées pour limiter ou éviter les avantages fiscaux injustifiés.

Cette coordination sera réglée par voie de l'ordonnance d'application (OPP 2). Espérons que le Conseil fédéral trouvera la formule idéale permettant de tenir compte des impératifs fiscaux sans surcharger administrativement les institutions de prévoyance ni leur faire prendre des responsabilités qui ressortent de la sphère privée de la personne contribuable assurée. ■

Gesetzesentwurf zur Stabilisierung der AHV (AHV 21) und Auswirkungen auf die 2. Säule

# Verschärfung oder Lockerung?

Der Gesetzesentwurf AHV 21 beinhaltet auch Bestimmungen hinsichtlich der beruflichen Vorsorge wie die Regeln für den gestaffelten Bezug der Rentenleistungen bei allfälliger Teilpensionierung. Diese Regeln basieren auf Vorschlägen der Schweizerischen Steuerkonferenz und betreffen die aktuelle Vorgehensweise der Steuerbehörden. Wird diese Vorgehensweise in Stein gemeisselt sein oder durch den Gesetzgeber gelockert oder verschärft?

## IN KÜRZE

Laut Art. 13a Abs. 2 des BVG-Vorentwurfs ist der Bezug der Altersleistung in Kapitalform in höchstens drei Schritten zulässig. Die Gründe für diese Begrenzung liegen nicht in der Vorsorge, sondern in der steuerlichen Behandlung.

Der Gesetzesentwurf AHV 21 behält die Möglichkeit des Rentenbeginns zwischen 58 und 70 Jahren bei und gestattet einen «weichen» Übergang zwischen dem Erwerbsleben und der Rente. Art. 13a des Vorentwurfs<sup>1</sup> des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVG) ermöglicht grundsätzlich einen Teilbezug der Altersleistung. Dieser Artikel legt fest, dass die Vorsorgeeinrichtung Altersleistungen als Rente unabhängig vom Beschäftigungsgrad abgestuft in mindestens drei Schritten anbieten muss. Der erste Teilbezug muss mindestens 20 Prozent der Altersleistung betragen. Der Gesetzgeber möchte durch diese Mindestvorschriften die Vorsorgeeinrichtungen schützen (Verwaltungsaufwand), die auf eigenen Wunsch darüber hinausgehen und sowohl eine grössere Anzahl Schritte als auch einen ersten Teilbezug unter 20 Prozent anbieten können.

Die aktuell in der Praxis angewandten Regeln zum Teilbezug der Altersleistung sind bereits jetzt weitgehend durch die Steuerbehörden akzeptiert, die sich auf die Vorschläge der Schweizerischen Steuerkonferenz stützen.<sup>2</sup> Wird die Leistung als Rente ausgeschüttet und somit gemeinsam mit den übrigen Einkünften versteuert, erübrigt sich in der Regel die Frage eines steuerlichen Missbrauchs.

Anders sieht es jedoch bei einem abgestuften Bezug der Altersleistung in Kapitalform aus.

## Leistungen in Kapitalform

Laut Art. 13a Abs. 2 des BVG-Vorentwurfs (BVG-VE) ist der Bezug der Altersleistung in Kapitalform in höchstens drei Schritten zulässig. Die Gründe für diese Begrenzung liegen nicht in der Vorsorge, sondern in der steuerlichen Behandlung. Die Begrenzung verringert die Möglichkeiten für Versicherte, die in den Genuss grosszügiger Vorsorgepläne kommen, den Bezug ihrer Leistungen auf mehrere Steuerjahre zu verteilen und somit die Progression des privilegierten Steuersatzes<sup>3</sup> für Kapitalleistungen aus der beruflichen Vorsorge zu vermindern.

Der Gesetzgeber führt aus, dass diese Begrenzung auch dann anzuwenden ist, wenn der Arbeitgeber an mehrere Vorsorgeeinrichtungen angeschlossen ist. Dies ist zwingend der Fall, wenn der Arbeitgeber einen umhüllenden Vorsorgeplan und einen Rahmenplan anbietet, der es der versicherten Person ermöglicht, ihre Anlagestrategie selbst zu wählen (sogenannte 1e-Pläne, Bezeichnung nach Art. 1e einer Vollzugsverordnung des BVG, das heisst BVV 2). Dies gilt auch, wenn eine Person die Vorsorgeein-

<sup>1</sup> Botschaft zur Stabilisierung der AHV (AHV 21) vom 28. August 2019 – 19.050.

<sup>2</sup> Vorsorge und Steuern, Anwendungsfall A. 1.3.8, Schweizerische Steuerkonferenz, Cosmos-Verlag, ISBN 2-8296-0028-2.

<sup>3</sup> Art. 38, Bundesgesetz vom 14. Dezember 1990 über die direkte Bundessteuer (DBG, SR 642.11), und Art. 11 Abs. 3, Bundesgesetz vom 14. Dezember 1990 über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG, SR 642.14).

richtung wechselt,<sup>4</sup> nachdem sie bereits eine oder zwei Kapitalleistungen aus ihrer Altersvorsorge erhalten hat. Wird bei Beginn einer Teilpensionierung ein Teilbezug in Form einer Kapitalleistung beantragt, muss die Vorsorgeeinrichtung somit sicherstellen, dass die versicherte Person einerseits an keine andere Pensionskasse angeschlossen ist, bei der bereits ein Gesuch eingereicht sein könnte, und dass sie andererseits noch keine betreffenden Leistungen von einer früheren Pensionskasse erhalten hat.

Der Gesetzgeber möchte die Vorsorgeeinrichtungen vor zu hohem Verwaltungsaufwand schützen und vermeiden, dass sie bei Bezug als Rente eine zu stark abgestufte Rentenleistung akzeptieren müssen. Dessen ungeachtet entsteht für die Vorsorgeeinrichtungen bei Teilbezug der Altersleistung in Kapitalform unabhängig von der Anzahl der Schritte zusätzlicher Verwaltungsaufwand. Der Gesetzgeber hat somit hinsichtlich Art. 13a BVG-VE eine eher «steuerliche» Sicht der Vorsorge umgesetzt.

#### **Auswirkungen auf die derzeitige steuerliche Behandlung**

Die Schweizerische Steuerkonferenz empfiehlt derzeit lediglich eine Höchstzahl von zwei Leistungen in Kapitalform. Die Annahme des Entwurfs würde somit zu einer Lockerung dieser Vorgehensweise führen. Vor dem Hintergrund, dass manche Steuerbehörden bereits jetzt

drei Kapitalleistungen akzeptieren – wobei die Mehrzahl der kantonalen Steuerbehörden den Empfehlungen der Schweizerischen Steuerkonferenz folgt –, sollte diese Bestimmung auf Ebene der eidgenössischen Räte «die Hürde nehmen». Darüber hinaus begrüssen die Steuerbehörden die auf Ebene der «versicherten Person» konsolidierte Sichtweise des Gesetzgebers, obwohl sie für die Vorsorgeeinrichtungen zu einem verwaltungstechnischen Mehraufwand sowie höheren Kosten und erweiterten Pflichten führt.

#### **Einkauf von Personen, die eine Leistung bezogen haben**

Art. 79b Abs. 2 des BVG-Vorentwurfs überlässt es dem Bundesrat, den Einkauf von Personen zu regeln, die eine Leistung der beruflichen Vorsorge beziehen oder vollständig oder teilweise bezogen haben. Die betreffenden Personen können später entscheiden, ob sie erneut einer Erwerbstätigkeit nachgehen und sich einer Vorsorgeeinrichtung anschliessen, ob sie nach einer Teilpensionierung wieder verstärkt arbeiten oder ob sie vor Erreichen des Referenzalters ihre Einkünfte oder Gehälter steigern. Der Gesetzgeber führt weiter aus, dass die Vorsorgelücke dann unter Berücksichtigung der bereits bezogenen Leistungen zu berechnen ist, um ungerechtfertigte steuerliche Vorteile zu begrenzen oder auszuschliessen.

Die Vollzugsverordnung (BVV 2) regelt die betreffende Koordination. Hoffen wir, dass der Bundesrat die ideale

Formel findet, mit der sich die steuerlichen Erfordernisse berücksichtigen lassen, ohne die Verwaltung der Vorsorgeeinrichtungen zu überlasten oder ihnen Pflichten aufzubürden, die in den privaten Bereich der versicherten steuerpflichtigen Person fallen. |

**Isabelle Amschwand**  
**Bertrand Tille**

<sup>4</sup> Art. 8 des Bundesgesetzes über die Freizügigkeit wird in diesem Sinne ergänzt.